

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Nous nous empressons de répondre aux désirs d'un grand nombre d'ouvriers et de mettre notre journal à la portée de tous.

Désormais, les ouvriers de Paris et de la banlieue pourront s'abonner au *Travail affranchi* pour un mois, à raison de 50 et de 60 centimes. Ils recevront le journal à domicile.

SOMMAIRE : Programme de la presse démocratique et sociale. — Plus de disettes! le pain toujours à bon marché. — Réforme administrative. — Banquet des délégués au Luxembourg. — Exposition critique des doctrines de M. Proudhon (suite). — Manufacturiers et intermédiaires. — Equilibre de population (suite). — Instruction sur le choléra. — Courrier de la semaine.

Liberté, Egalité, Fraternité.

PROGRAMME DE LA PRESSE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE.

Ordre. — Unité. — Progrès.

PRÉAMBULE.

La République et la société tout entière sont en danger.

Une faction incorrigible rêve le retour de la monarchie; elle sait qu'en peu de temps le développement régulier du régime démocratique suffirait pour renverser de fond en comble les abus et les privilèges.

En présence des calomnies odieuses par lesquelles on s'efforce d'égarer l'esprit des populations sur le passé et sur les tendances de la démocratie;

Les organes de la presse républicaine socialiste ont senti la nécessité de s'unir pour combattre avec plus d'efficacité les déloyaux ennemis du peuple.

Le moment a paru d'autant plus opportun pour consacrer cette alliance, que les privilèges de tous les régimes se sont coalisés dans une pensée commune de contre-révolution, donnant ainsi la mesure de leurs criminelles espérances.

Aux prochaines élections, le suffrage universel, conquis par la République, deviendrait, entre les mains des royalistes, une arme contre la République elle-même, si les démocrates ne s'empresaient d'opposer la lumière aux ténèbres, la vérité au mensonge, la justice à l'iniquité, la loyauté à l'hypocrisie.

On accuse les Républicains socialistes de vouloir détruire la famille, la propriété.

Ceux qui veulent rendre les avantages de la propriété et les joies de la famille accessibles à tous, n'attaquent ni la famille ni la propriété.

Ceux, au contraire, qui veulent réserver au petit nombre les jouissances du foyer domestique et les privilèges de la propriété, ceux qui veulent maintenir l'exploitation des travailleurs, ceux-là sont les véritables ennemis de la propriété et de la famille.

Fils dévoués et respectueux de la grande révolution française, les rédacteurs des journaux démocrates socialistes accomplissent un devoir en rendant solennellement hommage à la tradition républicaine, en associant aux enseignements que nous ont légués nos pères les enseignements de la science nouvelle.

Les organes de la presse démocratique et sociale, réunis en commission, ont arrêté le programme suivant, où sont exprimés les principes qui leur sont communs, les réformes dont ils veulent la réalisation immédiate, les vœux sur lesquels ils sont unanimes. Tout en conservant, chacun dans sa sphère, son indépendance et son individualité, ils se rallient sur ce terrain, et ils y appellent tous les citoyens qui veulent sincèrement donner satisfaction à tous les intérêts légitimes, faire place à tous les droits méconnus, et fermer ainsi l'ère des révolutions violentes.

La commission de la presse démocratique et sociale prêtera un concours fraternel aux comités électoraux qui vont se créer sur tous les points de la France, dans les départements comme à Paris, et à ceux qui existent déjà.

PROGRAMME.

DÉFENSE ÉNERGIQUE DE LA FORME RÉPUBLICAINE ET DU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT.

MAINTIEN ET DÉVELOPPEMENT DE LA CONSTITUTION dans le sens démocratique. — **UNITÉ DU POUVOIR.** — Subordination formelle du pouvoir exécutif à l'Assemblée nationale.

LIBERTÉ RÉELLE DE LA PRESSE. — Abolition des cautionnements et des privilèges d'imprimerie.

INVOLABILITÉ DU DROIT DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION.

DROIT AU TRAVAIL.

Institutions de prévoyance pour les infirmes et les vieillards.

ÉDUCATION COMMUNE, GRATUITE, OBLIGATOIRE ET INTÉGRALE EN RAISON DES APTITUDES. — Dès aujourd'hui, large extension de l'instruction primaire. — La noble fonction d'instituteur convenablement rétribuée et relevée aux yeux des populations.

RÉFORME ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.

Simplification des rouages dans l'administration et des formalités dans la justice.

Organisation démocratique des services publics. — Conditions d'admissibilité; garanties de capacité; indépendance du fonctionnaire en dehors de sa fonction.

Révision des codes. — **JUSTICE VÉRITABLEMENT GRATUITE.** — Abolition de la contrainte par corps. — Abolition de la peine de mort en matière criminelle.

Réorganisation démocratique de l'armée de terre et de mer. — Révision du Code militaire. — Amélioration du sort des soldats et des sous-officiers. — **ABOLITION DE LA CONSCRIPTION.**

RÉFORME FINANCIÈRE.

Organisation démocratique du crédit foncier, agricole, industriel et commercial.

Centralisation et exploitation, au profit de la société tout entière, des assurances, de la banque, des chemins de fer, des canaux, de toutes les voies de communication et des mines.

Réforme du régime hypothécaire.

ABOLITION DE L'USURE.

RÉDUCTION DU BUDGET ET RÉPARTITION ÉQUITABLE DES CHARGES DE L'IMPÔT.

Abolition de l'impôt du sel, de l'impôt des boissons.

Abolition de la corvée moderne, c'est-à-dire de la prestation en nature.

Suppression de l'exercice.

Suppression des octrois.

Révision des lois de douanes.

LARGE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE : mise en valeur des terres

incultes; vaste système d'irrigation et de reboisement.

Régularisation, moralisation du commerce encouragée dans son essor loyal, dans son développement utile, mais purgée de toutes les fraudes, de toutes les exactitudes qui le déshonorent.

Création d'entrepôts et de bazars nationaux.

Encouragements aux associations agricoles et industrielles.

Colonisations agricoles à l'extérieur et à l'intérieur.

Organisation démocratique et développement des sciences et des arts appliqués aux besoins de la société nouvelle.

ACCROISSEMENT DE LA RICHESSE PUBLIQUE PAR L'ASSOCIATION DES ÉLÉMENTS PRODUCTEURS.

RESPECT DES NATIONALITÉS.

AFFRANCHISSEMENT ET SAINTE ALLIANCE DES PEUPLES, FRATERNITÉ DES RACES.

Vive la République démocratique et sociale universelle!

Ont adhéré à cette déclaration et à ce programme :

La *Réforme*, la *République*, le *Peuple*, la *Révolution démocratique et sociale*, le *Populaire*, le *Travail affranchi*, la *Démocratie pacifique*, sauf réserve de son opinion en ce qui touche la liberté de l'enseignement sous la surveillance du gouvernement.

Nous avons reçu, trop tard pour pouvoir le reproduire, le manifeste électoral des représentants de la Montagne, rédigé par le citoyen Félix Pyat.

Il y a un mouvement social qu'il faut suivre sous peine d'être entraîné par lui, mais l'impulsion à donner appartient au gouvernement. C'est lui qui doit la régler et l'approprier, si je puis m'exprimer ainsi, aux besoins de la société. C'est son devoir, quelque difficile qu'il soit, on n'est gouvernément qu'à la condition de le remplir!

(M. CUNIN-GRIDAINE, aux électeurs de Sedan, août 1846).

PLUS DE DISSETTES! LE PAIN TOUJOURS À BON MARCHÉ!!

Conservation des farines. Les entrepôts agricoles transformés en greniers d'abondance.

Nous avons parlé, dans notre dernier numéro, de la création d'entrepôts agricoles destinés à faciliter le crédit réel mobilier pour les cultivateurs. On peut tirer de ces entrepôts des avantages plus grands encore: ils peuvent servir à prévenir les famines et les disettes.

Tous les journaux ont parlé d'un nouveau procédé pour la conservation des farines découvert par un Américain. Nous allons raconter le fait, et nous en tirerons des conséquences.

« M. Strafford, de l'Ohio, a découvert un nouveau procédé pour conserver les farines, procédé qui, probablement, deviendra d'un usage général. Un meunier, habitant Elyria, province de l'Ohio, a mis en activité, depuis un an environ, une machine destinée à préparer les farines, d'après ce nouveau système. 1,500 barils de farine fabriquée dans le courant du printemps dernier, ont été en-

barques pour l'Europe. Après avoir parcouru les lacs, les canaux et les rivières de cette contrée, et après être restée exposée à l'ardeur du climat pendant les mois les plus chauds de l'année, cette farine a été achetée à Liverpool de 3 sch. à 3 s. 6 d. au-dessus du prix courant du marché. Cette hausse est due à la supériorité de ce procédé sur tous les autres pour préserver de l'humidité les farines qui, ainsi préparées, n'acquiescent ni mauvais goût, ni mauvaise odeur.

« Jusqu'à présent, on avait cru nécessaire de détruire les principes de germination pour rendre la farine capable de résister aux influences atmosphériques, et pour atteindre ce but, on la séchait au four, de là provient la mauvaise odeur que répandent ordinairement les farines venant de l'étranger. De plus, elles étaient dépouillées d'une partie des principes nutritifs, et perdaient ainsi de leur valeur pour la nourriture de l'homme. M. Strafford a pensé que l'humidité était la seule cause de la transformation des corps, et c'est d'après ce système qu'il a procédé.

« Un cylindre, armé de pointes et chauffé intérieurement à la vapeur, tourne dans une auge qui contient la farine soumise à cette épreuve. L'inclinaison du cylindre et de l'auge, l'uniformité de la chaleur, le mouvement continu qu'éprouve la farine, rend la ventilation parfaite et sont autant de causes qui font que cette substance atteint peu à peu un haut degré de siccité. À l'aide de cette simple opération, on parvient à conserver les farines pendant un temps illimité. La farine de l'Ohio, provenant de blé desséché par ce système, perd 8 pour 100 de son poids. Ainsi, les négociants qui exportent de telles farines gagnent le transport de 16 livres 1/2 d'eau par baril, puisque les acheteurs paient le même prix pour 196 livres de farine desséchée que pour 212 livres de farine ordinaire. Mais alors le consommateur est certain d'avoir des farines toujours belles et fraîches, au lieu de courir risque d'acheter des farines vieilles, moisies ou aigres. »

Il est étrange que nos sociétés modernes n'aient pas encore trouvé le moyen de rendre la disette et la famine à jamais impossibles; il est étrange qu'on n'ait pas encore su prévenir ces alternatives d'abondance et de misère qui reparaissent périodiquement, qui ruinent à la fois producteurs et consommateurs, et causent des crises terribles comme celle 1847.

Serait-il donc impossible de mettre le prix des substances à l'abri de ces variations brusques qui compromettent l'existence des classes pauvres et qui semblent déjouer tous les calculs de la prudence humaine, toutes les prévisions des cultivateurs. N'est-il pas monstrueux de voir le pain à 50 ou 60 centimes le kilogramme, pendant une année, quand il était à 25 centimes l'année précédente, quand il sera à 20 centimes l'année d'après?

Ne pourrait-on pas maintenir toujours les prix au taux moyen des mercuriales de dix années?

Il suffirait évidemment pour cela de faire de grandes provisions dans les années d'abondance pour suppléer aux années de disette, d'avoir toujours en réserve une quantité de grains correspondant à la consommation de trois ou de six mois. Dans les années malheureuses, on apporterait sur le marché cette réserve, sauf à renouveler la provision à la première année d'abondance, et l'on empêcherait ainsi ces fluctuations subites des prix, ces hausses et ces dépréciations instantanées qui font succéder la détresse absolue à l'indigence, ou de bien-être relatif à la misère; qui rompent tout équilibre dans le budget des pauvres ménages et de toutes les familles d'ouvriers.

On a souvent parlé de créer des greniers d'abondance, mais on n'a rien entrepris, rien tenté de sérieux. On a reculé devant les difficultés, surtout devant les frais de premier établissement, de manutention et d'entretien.

Jusqu'ici, on ne connaissait point de procédé certain et économique pour conserver les céréales au-delà de 18 mois au maximum. Il y avait donc impossibilité de former de grandes provisions, même dans les années les plus fécondes, car la récolte la plus abondante n'excède jamais les récoltes médiocres de plus d'un sixième. Acheter de grandes quantités de céréales dans

une année de richesse pour former une réserve, c'eût été faire hausser les prix, détruire l'effet même de l'abondance, pour arriver tout au plus à établir une compensation imparfaite entre deux années seulement.

Or, ce n'est pas sur une ou deux années, c'est sur cinq, dix et quinze ans qu'il faut établir la moyenne des prix, répartir le déficit d'une année calamiteuse, si l'on veut le rendre insensible, si l'on veut arriver à une moyenne dans la fixation des prix. Mais cela suppose évidemment des procédés économiques de conservation, cela suppose, en outre, un système général de prévoyance.

Grâce à la découverte de M. Strafford, dont il vient d'être parlé, il devient possible de former désormais des magasins de provisions, de toujours avoir en réserve la récolte d'une année entière, si on le juge convenable.

Chaque commune de France pourrait avoir son grenier d'abondance, et, dût-elle même recourir à un emprunt pour solder les premiers achats, elle trouverait à couvrir l'intérêt du capital emprunté avec les bénéfices représentés par la différence entre le prix du blé acheté dans les années fécondes et le prix du même blé revendu dans les années de disette.

Mais il n'est pas même nécessaire d'engager les communes dans cette voie de prévoyance, où les unes ne voudraient, où les autres, faute de ressources, ne pourraient pas entrer. Il est infiniment plus simple d'exciter, par l'appât de l'intérêt, les cultivateurs et les propriétaires à approvisionner eux-mêmes les greniers de réserve.

Si les comptoirs de nos banques agricoles, par exemple, disaient à ces propriétaires :

« Vous ne savez que faire cette année de l'excédant de vos récoltes, et vous allez être réduits à vendre vos blés au rabais, au risque même de ne pas recouvrer tous vos frais de production. Si vous imitez le vigneron, qui sait garder son vin pendant 2, 3 et 4 ans, vous pourriez attendre une occasion favorable pour vendre avantageusement votre blé, et le bénéfice positif que vous retireriez de cette spéculation vous dédommagerait amplement de l'intérêt de votre capital.

Eh bien, la banque vous offre de recevoir et de garder vos denrées dans ses entrepôts, moyennant un faible droit de magasinage. Si vous avez besoin d'argent, elle vous offre même, à titre d'avances sur consignation, à peu près ce que vous retireriez de la vente de vos récoltes, et elle se contentera de 3, de 4 0/0 d'intérêt au maximum. Quand viendra la hausse, vous vendrez et vous vous libérerez; vous vendrez quand il vous plaira, etc. »

Il est évident que bon nombre de propriétaires s'empresseraient d'accueillir de pareilles conditions. Ils convertiraient leurs blés en farine, emploieraient les procédés de M. Strafford pour les préserver de tout déchet, de toute décomposition, puis les entreposeraient dans les magasins de la banque agricole où ils pourraient être conservés pendant plusieurs années, sans autres frais que les droits de magasinage.

Tout lecteur prévoit les conséquences. Le prix du blé est mis à l'abri des variations excessives; les disettes et les famines sont prévenues ou neutralisées; la France a toujours en réserve de grandes provisions, n'a plus besoin de recourir aux blés étrangers en 1847, n'est plus encombrée de céréales invendues en 1848, n'est plus à la merci de l'autocrate de Russie ou d'une guerre maritime pour son existence; le peuple n'est plus affamé par une mauvaise récolte; les cultivateurs ne sont plus ruinés par les récoltes abondantes; les propriétaires, toujours assurés de trouver à vendre leurs denrées ou de pouvoir les consigner en garantie de sommes empruntées à faible intérêt, développent leurs cultures, perfectionnent leurs procédés de production; l'équilibre entre les besoins de la population et les subsistances devient possible, l'existence du peuple est toujours assurée,

et l'on n'a plus à redouter les crises monétaires, les exportations d'espèces, les scènes de désordre, de dévastation et de pillage qui prouvent l'incurie de ceux qui gouvernent, la misère, l'ignorance et parfois la férocité des gouvernés.

Plus d'émeutes au nom de la faim furieuse; plus de répressions sanglantes...

Se décidera-t-on enfin à faire quelque chose? hélas! nous n'osons l'espérer. On a déjà perdu le souvenir de l'année 1847, qui a coûté si cher à la France, aux particuliers, aux communes; on attendra qu'une nouvelle année calamiteuse vienne fondre sur notre malheureux pays, pour s'occuper de projets purement théoriques, puis on continuera, comme par le passé, à ne pas mettre à profit les plus douloureuses leçons de l'expérience.....

F. V.

Je pose un fait qu'il y a une moitié du peuple français dont l'alimentation n'est pas suffisante au gré de l'hygiène.

MICHEL CHEVALLER (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1848).

RÉFORME ADMINISTRATIVE. SUPPRESSION DE SOIXANTE PRÉFECTURES.

Quand les chemins de fer et les télégraphes électriques auront achevé de relier entre elles les principales villes de l'Europe, Saint-Pétersbourg et Constantinople seront moins éloignés de Paris et de Londres que Paris ne l'était de Marseille il y a soixante ans. Ce qui revient à dire qu'un Etat grand comme l'Europe serait plus facile à administrer aujourd'hui que ne l'était, il y a soixante ans, un petit pays grand comme la France. Alors il est fatal qu'avant un quart de siècle, soit que l'Europe réalise l'idéal de la République universelle, soit qu'elle tombe à la condition d'annexe de l'empire moscovite, l'Europe ne fasse plus qu'un seul Etat, dont la France, l'Espagne, l'Italie, la Hollande, l'Allemagne formeront les provinces. La rapidité des communications, qui supprime les distances et décuple la durée de la vie du voyageur, pousse à ce résultat, dont le principe de la fraternité s'accommode. La fin des guerres et l'alliance de tous les peuples sont au bout de chacune des solutions de la science.

L'Angleterre et l'Amérique du nord, mères-patries de l'industrialisme, ont été les premières, comme toujours, à appliquer les conquêtes de l'industrie moderne à l'amélioration des services publics. La France n'a suivi que de fort loin, dans cette voie, l'Angleterre et les Etats-Unis. La France est cependant en mesure de réaliser dès aujourd'hui les réformes et les économies administratives que l'Europe est encore forcée d'ajourner à trente ans. Et il est étrange que l'idée ne soit pas venue encore à quelques-uns de nos hommes d'Etat, titulaires ou en herbe, de mettre à profit les merveilles de la locomotion nouvelle pour simplifier les rouages de la centralisation, accélérer la marche de tous les services publics et réduire les dépenses de l'administration centrale dans de vastes proportions.

Une des réformes administratives les plus simples et des plus immédiatement réalisables, la première que dut entraîner la création des voies de fer, était la réduction des quatre-vingt-six départements de la France à un chiffre raisonnable.

La division de la France en quatre-vingt-six départements convenait à l'époque où elle fut opérée, à l'époque où le voyage de Bayonne ou de Marseille à Paris se faisait en quinze jours; mais cette division ne convient plus dans un temps où la distance la plus éloignée de la frontière au centre se franchit déjà en 60 heures et bientôt se franchira en un jour. Nous estimons

que le nombre des départements de la France peut être réduit, dès aujourd'hui, de 86 à 24, au très grand bénéfice des contribuables et de la chose publique.

Le nombre des départements réduit à vingt-quatre, cela veut dire suppression de soixante-deux préfets, de soixante-deux receveurs-généraux, soixante-deux payeurs, soixante-deux chefs de service dans toutes les administrations, domaines, contributions directes ou indirectes, ponts-et-chaussées, etc., etc. Le nombre des sous-préfetures, recettes particulières, directions et tribunaux d'arrondissement est réduit de moitié; 10 par département, 240 pour 459. Les chefs-lieux de département se confondent désormais avec les chefs-lieux des divisions militaires, des cours royales et des académies; l'administration se condense et s'unitarise; la papasserie administrative décroît; les misères de toute espèce du contribuable sont allégées d'autant.

La législation adopte, autant que possible, le chiffre de la population pour base de la nouvelle division administrative. A 35 millions d'habitants pour le chiffre de la population totale de la France, c'est 1 million 200 mille habitants par département, à peu près. C'est le chiffre voisin de celui de la population des deux départements du Nord et de la Seine.

Cette réduction des 86 départements de la France à 24 n'a rien de commun avec la reconstitution des anciennes provinces et le système rétrograde et féodal de la *Gazette de France*. Elle ne fait qu'ajouter une nouvelle puissance au principe de l'unité et de l'indivisibilité de la République. Elle ne tient aucun compte ni des privilèges, ni des intérêts, ni des limites géographiques des anciennes provinces. Elle rend le suffrage universel plus direct, en faisant voter pour les mêmes mandataires un plus grand nombre d'électeurs. Elle fait l'élection meilleure en supprimant les notabilités de clocher. Elle rend l'administration plus facile, en ce qu'il est plus aisé de trouver vingt-quatre préfets capables que d'en rencontrer quatre-vingt-six; et l'on sait que l'incapacité déplorable des préfets a été une des douleurs les plus honteuses de cette révolution. Ensuite, on ne voit pas pourquoi un administrateur qui aurait parfaitement réussi à administrer le Bas-Rhin, moitié de l'Alsace, ne réussirait pas de même pour l'autre moitié, le Haut-Rhin, habitée par une population identique, ayant les mêmes intérêts, la même langue et la même industrie.

Mais cette réforme administrative ne doit pas être considérée simplement comme une amélioration pratique ou une économie notable à introduire dans la branche la plus importante des services publics; il faut reconnaître que cette réforme est presque devenue aujourd'hui une nécessité politique, dans l'état d'antagonisme et d'hostilité où la législation financière a placé le nord et le midi de la France, les départements manufacturiers et les départements viticoles.

Il ne s'agit pas simplement ici de simplifier les rapports de Paris avec le reste de la France, il s'agit d'opposer un empêchement efficace à l'absorption de la France par Paris.

Le malencontreux principe de rayonnement adopté pour base du système général des chemins de fer français a produit, en effet, le résultat qu'on en devait attendre. Paris est aujourd'hui toute la France; il y a pléthore au centre, tandis que le reste du territoire national est menacé de périr d'éthiisie. Cette situation anormale ne peut durer sans exposer le pays à de prochains déchirements.

Le fédéralisme provincial, qui a mis vingt fois la France à deux doigts de sa perte, qui a donné jadis la moitié de son territoire à l'Anglais, le fédéralisme provincial, qui conspira de tout temps avec l'étranger, a sa raison d'existence dans l'oppression trop réelle qu'exerce Paris sur les départements, administrativement et financièrement parlant. C'est un germe

de scission que la législation peut empêcher de se développer, si elle est assez sagement avisée pour donner satisfaction aux légitimes réclamations des intérêts provinciaux; mais il faut qu'elle y songe.

Le moyen de donner satisfaction à ces intérêts, nous l'avons indiqué: c'est de reconstituer la vie départementale, en rendant au département sa capitale administrative, financière, judiciaire, militaire, une capitale où l'on puisse vivre de la vie artistique et intellectuelle comme de la vie matérielle, une capitale qui ait sa sphère d'irradiation déterminée, ses revenus, son administration spéciale, ses théâtres, ses monuments, ses cours et son enseignement gratuits. En un mot, il est urgent de restituer à l'administration départementale l'action absolue et directe qu'elle doit exercer sur les choses du département; il faut décentraliser en ce sens. Les départements sont las de l'iniquité de répartition de l'impôt; ils demandent que cette répartition se fasse proportionnellement aux besoins et non proportionnellement à l'importance politique des localités. Ils voient avec douleur cette masse de numéraire que l'impôt arrache journellement aux travailleurs de tous les points du territoire national aller se pendre sans cesse dans les profondeurs de ce gouffre béant qui s'appelle réellement la centralisation parisienne, mais qu'ils appellent, par corruption, Paris; et ils ne peuvent déjà plus prononcer ce nom sans colère...

Nous disons, nous, que les plaintes et les rancunes des départements sont fondées; fondées sur les vices d'une législation financière qui a sacrifié jusqu'ici certaines contrées de la République à d'autres. Et nous concluons qu'il faut se hâter de réparer les torts de la législation financière pour comprimer l'explosion de ces rancunes, vu qu'il y a péril en la demeure. Le fédéralisme provincial, c'est l'éternelle protestation de la féodalité nobiliaire contre l'unité monarchique ou républicaine. La République n'a pas de pire ennemi que le fédéralisme. Les Judas Iscariotes de ce temps le savent bien; écoutez-les qui errent: la province, debout!

A. T.

Lundi dernier, M. Léon Faucher disait, pour défendre son budget:

« Les réductions proposées ne me paraissent pas possibles. On a parlé de ce qu'étaient les dépenses dont il s'agit à d'autres époques; on oublie que le prix des objets de consommation est beaucoup plus élevé qu'il ne l'était alors. »

Cette assertion est exacte; mais c'est surtout le prix des subsistances, le prix des denrées qui a augmenté, et c'est précisément sur ce motif que les ouvriers s'appuient pour réclamer une augmentation de salaires.

Pourquoi donc, quand il est question de salaires, M. Léon Faucher et tous les économistes de son école trouvent-ils toujours les prétentions des ouvriers injustes et mal fondées?

EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

Première partie. — Exposition.

(Suite (1)).

Il s'agit, pour M. Proudhon, de comparer la propriété, dans ses causes et dans ses effets, à la règle suprême de justice, pour conclure définitivement et scientifiquement sur cette institution.

Les chapitres 2 et 3 sont consacrés à l'appréciation des causes, le chapitre 4 à celle des effets de la propriété; il sera parlé du chapitre 5 et dernier en son lieu.

Origines de la propriété.

Le droit romain définit la propriété: *jus utendi et abutendi re sua, quatenus juris ratio patitur*. Les définitions de la déclaration des droits publiées en tête de la Constitution de 1793, et du Code civil

(1) Voir le numéro du 1^{er} avril.

consacrent l'esprit de la définition romaine. D'autre part, nous distinguons aussi la *nue-propriété* de la *simple possession*; le fait du droit: « Si j'ose m'exprimer ainsi, un amant est possesseur, un mari est propriétaire. »

La propriété ainsi caractérisée, M. Proudhon en examine la légitimité comme droit naturel; il en fait énergiquement ressortir la différence avec la *sûreté*, la *liberté*, l'*égalité*, droits naturels, imprescriptibles, inaliénables, absolus.

Je dois être très sobre de citations, cependant je ne résisterai pas quelquefois à laisser se produire les formes caractéristiques de l'auteur.

« Quelle différence dans la propriété! Adorée de tous, elle n'est reconnue par aucun; lois, mœurs, coutumes, conscience publique et privée, tout conspire sa mort et sa ruine. »

« De deux choses l'une: ou l'impôt proportionnel garantit et consacre un privilège en faveur des forts contribuables; ou bien il est lui-même une iniquité. Car, si la propriété est de droit naturel, comme le veut la déclaration de 93, tout ce qui m'appartient en vertu de ce droit est aussi sacré que ma personne; c'est mon sang, c'est ma vie, c'est moi-même: quiconque y touche offense la prunelle de mon œil. Mes 100,000 francs de revenu sont aussi inviolables que la journée de 75 centimes de la grisette, mes appartements que sa mansarde. La taxe n'est pas répartie en raison de la force, de la taille, ni du talent: elle ne peut l'être davantage en raison de la propriété. »

« En Angleterre, il y a une taxe des pauvres: on veut que je paie cette taxe. Mais quel rapport y a-t-il entre mon droit naturel et imprescriptible de propriété et la faim qui tourmente dix millions de misérables? Quand la religion nous commande d'aider nos frères, elle pose un précepte de charité et non un principe de législation.... »

M. Proudhon montre ensuite que la conversion des rentes, demandée par tout le monde, est le sacrifice de tout un ordre de propriétés, et cependant, tôt ou tard, la conversion s'opérera, et la propriété sera violée, parce qu'il est impossible qu'il en soit autrement; parce que la propriété, considérée comme un droit et n'étant pas un droit, doit périr par le droit; parce que la force des choses, les lois de la conscience, la nécessité physique et mathématique doivent détruire à la fin cette illusion de notre faculté judiciaire.

Qu'est-ce, enfin, que ce droit naturel, qui n'est pas social, mais qui limite, au contraire, la société, qui s'implante pour la nier là où il se réalise, pour autant qu'il se réalise? Qu'est-ce que ce droit naturel dont l'origine, demandée à des faits humains ou à des institutions conventionnelles, reste la matière d'une controverse incertaine et persistante?

Mais suivons M. Proudhon dans la recherche de cette origine: les titres sur lesquels on prétend fonder le droit de propriété se réduisent à deux, l'*occupation* et le *travail*; il les examinera successivement.

Le droit d'*occupation* qui résulte de la possession actuelle et effective de la chose, ne peut originellement être légitime qu'autant qu'il est réciproque. « Dans l'origine, dit Grotius, toutes choses étaient communes et indivises; elles étaient le patrimoine de tous. » En présence d'un tel état, il n'importe au droit comment cette égalité, cette réciprocité des conditions a cessé en fait; si l'homme est sorti de l'égalité, il est certain qu'il doit y rentrer; si le droit de vivre est égal, le droit de travailler est égal, le droit d'occuper encore égal: voilà ce que dit le droit naturel sur l'*occupation* comme origine de la propriété.

Que si M. Cousin, et l'auteur reconnaît en lui, de tous les avocats de la propriété, celui qui a fondé le plus avant, vient au nom de la liberté, qui, pour se manifester, a besoin d'instruments, légitimer l'*occupation* par la nécessité du travail, et conclure de là le droit de propriété; il importe de rappeler cette haute philosophie de la liberté se réalisant dans la nature, à la logique de ce grand principe lui-même. Pour cela, il suffit de faire intervenir le contrôle de l'égalité, c'est-à-dire: remplacer le point de vue individuel par le point de vue général: les conséquences deviennent rigoureusement négatives de la propriété.

Faut-il interroger les juristes: « Quelle loi civile, comme fondement et sanction de la propriété? »

Les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses, par conséquent, elles n'inventent ni ne fondent, mais sont elles-mêmes découvertes par l'étude suffisante des choses; par

conséquent, quand l'homme les crée, il recourt à des expédients provisoires, et ne peut prétendre à rien de plus. C'est pourquoi l'histoire des législations est celle des expédients successifs par lesquels les sociétés avisent à leur existence, durant le travail éternel de la pensée à l'endroit des lois essentielles qui ne peuvent résulter d'opinions ni de volontés; c'est pourquoi, encore, les faits et les institutions commentés par les jurisconsultes n'ont d'autorité que celle qu'ils tirent des rapports nécessaires.

Que la multiplication du genre humain ait obligé l'homme à augmenter la production; que, pour augmenter la production, il ait dû s'allier plus intimement au sol; que, pour s'exercer davantage au travail, il ait eu besoin d'être assuré des fruits de son labeur par la possession paisible d'une partie du domaine commun; quelle conséquence tirer de l'usage à la propriété, des produits à la source de toute richesse présente et future?

« Il suffisait, pour tranquilliser le labourer, de lui assurer la possession de la récolte: accordons même qu'on l'eût maintenu dans son occupation territoriale tant que par lui-même il aurait cultivé, c'était tout ce qu'il avait droit d'attendre, c'était tout ce qu'exigeait le progrès de la civilisation. Mais la propriété! la propriété! le droit d'habiter sur un sol que l'on n'occupe ni ne cultive, qui avait autorité pour l'octroyer? qui pouvait y prétendre? »

Telle a été pourtant l'œuvre des lois civiles: la création d'un droit indépendant du fait, quoique le fait lui eût donné ouverture; l'effet survivant éternellement à la cause! Les lois civiles ne peuvent donc servir à la justification du droit de propriété, car leur cause est identique; et, en face des maximes des jurisconsultes, M. Proudhon pose ces deux principes:

« Le droit d'occuper est égal pour tous. »

« La mesure de l'occupation n'étant pas dans la volonté, mais dans les conditions variables de l'espace et du nombre, la propriété ne peut se former. »

« Mais j'entends les réclamations d'un autre système: le travail! c'est le travail qui fait la propriété! »

Les anciens préjugés, qui suffisaient à étayer la propriété, sont, en effet, devenus d'un appui précaire par l'apparition de l'économie politique vers la fin du dernier siècle. L'étude des phénomènes de la production et de la circulation des richesses, bien que faite par les économistes d'un point de vue empirique, a eu déjà cet effet incontestable de reporter l'attention et la faveur sur le travail. Il reste à examiner la justesse des idées qui ont prétendu fonder la propriété sur cette base plus en harmonie avec l'esprit moderne.

C'est, du reste, par lui-même, un fait bien remarquable que cette substitution dans le principe de la propriété; d'une telle instabilité résulte un ébranlement immédiat de la légitimité des conséquences. M. Proudhon saisit ce mouvement d'indécision, il en triomphe. Je résiste avec peine au désir de citer le passage où il fait assister le lecteur à l'interrogatoire de la propriété accusée et sommée de justifier de son droit; quelques lignes seulement de la réplique échapperont à la sévérité que je m'impose.

« Tu as travaillé, propriétaire! que parlais-tu donc d'occupation primitive? Quoi! n'étais-tu pas sûr de ton droit, ou bien espérais-tu tromper les hommes et faire illusion à la justice? Hâte-toi de faire connaître tes moyens de défense, car l'arrêt sera sans appel, et tu sais qu'il s'agit de restitution! »

« Tu as travaillé! n'aurais-tu jamais fait travailler les autres? Comment alors ont-ils perdu en travaillant pour toi ce que tu as su acquérir en ne travaillant pas pour eux? »

« En droit, la terre peut-elle être appropriée? les hommes y peuvent-ils consentir? la prescription peut-elle être ici invoquée? »

En fait, on explique bien comment la terre a pu être atteinte, et c'est plaisir d'entendre un défenseur de l'appropriation par le travail dire qu'elle n'est point fugitive comme l'air et l'eau, qu'un champ est un espace fixe et circonscrit. Un autre observera qu'on ne peut s'approprier les choses qui existent en quantité infinie, celles-là précisément dont l'appropriation serait innocente, mais qu'il en est autrement de la terre, parce qu'elle ne livre à l'activité qu'une étendue finie, dont le besoin amène l'individualisation. Eh bien! il est évident que le fait est un outrage au droit; que les motifs par lesquels on explique le fait le condamnent expres-

sément, c'est-à-dire que la terre, indispensable à l'homme, ne peut être appropriée, précisément parce qu'elle est finie, circonscrite dans son tout et dans ses parties.

Au surplus, c'est toujours le même sophisme, d'autant plus spécieux qu'il semble prendre les choses de plus haut: l'activité, la liberté, la conscience humaine, leurs droits, leurs besoins, leur puissance, considérés abstraitement; de quoi l'on conclut, dans le concret, au profit de l'individu. Confusion fatale, qui s'appelle l'individualisme, qui tente l'orgueil de chacun par les prérogatives de l'espèce, et trouve sa punition dans le conflit permanent et douloureux des particuliers dont chacun porte en soi le droit social tout entier.

Quant au consentement universel, c'est une chimère en fait; supposons-le cependant réalisé, de quel poids serait-il dans la balance? Peut-on transiger sur un droit naturel? Non. Mais supposons-le encore. Peut-on transiger pour autrui, pour les générations futures? Peut-on, enfin, convenir réciproquement d'un ordre qui serait la négation même de la réciprocité?

« Le mensonge des prescriptions est le charme funeste jeté sur les esprits, la parole de mort soufflée aux consciences pour arrêter le progrès de l'homme vers la vérité et entretenir l'idolâtrie de l'erreur. »

La prescription, dit le Code civil, est un moyen d'acquiescer ou de se libérer par un certain laps de temps et sous les conditions déterminées par la loi.

Comme moyen d'acquiescer, il est évident que la prescription est une application de l'occupation; comme moyen de se libérer, c'est une véritable fin de non-recevoir dans la loi, une détestable manière d'argumenter en toute circonstance. Le temps ni le fait n'ont aucune puissance sur l'éternel et le droit; et si l'on peut prescrire contre la propriété, soyons certains que c'est parce que celle-ci est un droit de fabrique humaine, et que ce fait de l'introduction des prescriptions à l'égard des domaines déjà appropriés nie hautement le droit de propriété.

M. Proudhon soutient, en outre, que la possession des propriétaires n'a jamais rempli les conditions déterminées par la loi, qu'elle manque de bonne foi, qu'elle est privée de juste titre; que nous imposons, si la prescription elle-même n'est qu'une forme de principes déjà combattus ou déjà rétablis dans leur valeur égalitaire?

Quoi qu'on fasse, la doctrine du travail est en contradiction avec l'économie des lois civiles: celles-ci sont fondées sur des fictions dont le mérite a été mis à nu; le travail est un fait actuel qui résiste, par sa nature et ses lois propres, à toute conséquence arbitraire. Abordons l'examen du travail en lui-même comme cause efficiente du domaine de propriété.

Si l'on interroge le plus simple bon sens sur l'effet du travail, il répondra, à coup sûr, que le travail donne droit au produit qui en résulte. Il n'apercevra pas d'autre conséquence nécessaire, parce que le travail est un fait naturel, d'une analyse facile, et qui ne semble donner lieu à aucune subtilité. Cependant, on a voulu, du travail, déduire la propriété; il est vrai qu'on n'a pu réussir à se faire illusion à soi-même qu'en s'appuyant, d'une manière plus ou moins explicite, sur une des causes déjà jugées insuffisantes.

« Pour transformer la possession en propriété, il faut autre chose que le travail, sans quoi l'homme cesserait d'être propriétaire dès qu'il cesserait d'être travailleur; or, ce qui fait la propriété, d'après la loi, c'est la possession immémoriale, incontestée, en un mot, la prescription; le travail n'est que le signe sensible, l'acte matériel par lequel l'occupation se manifeste. Si donc le cultivateur reste propriétaire après qu'il a cessé de travailler et de produire; si sa possession d'abord concédée, puis tolérée, devient, à la fin, inaliénable, c'est par le bénéfice de la loi civile et en vertu du principe d'occupation. »

Il n'y a réellement que la question de plus-value qui donne lieu, aux partisans de l'appropriation par le travail, de soutenir que le travailleur crée la propriété en grande partie et même tout entière.

Cette question trouvera sa place naturelle à propos de la lettre de M. Proudhon à M. Considérant sur une défense de la propriété; je m'en tiendrai, pour le moment, aux observations suivantes:

« D'ailleurs, si le travail confère un droit de propriété sur la matière, pourquoi ce principe n'est-il pas universel? Pourquoi le fermier n'acquiert-il plus par le travail cette terre que le travailleur acquit

jadis au propriétaire? C'est, dit-on, qu'elle se trouve déjà appropriée. Ce n'est pas répondre. »

M. Charles Comte, défenseur de la propriété fondée sur le travail, dit: « Les hommes qui rendent la terre plus fertile ne sont pas moins utiles à leurs semblables que s'ils en créaient une nouvelle étendue. »

Donc, celui qui améliore a droit à la plus-value aussi bien que celui qui défriche.

Prenons garde, entraînés par la logique du travail, nous sommes sur une pente irrésistible: que va-t-il advenir de celui qui entretient la valeur de la chose; il est certain qu'il ajoute sans cesse la valeur dont la chose décroîtrait naturellement si elle était abandonnée à sa fécondité native?

M. Proudhon conclut que le travail n'a par lui-même, sur les choses de la nature, aucune puissance d'appropriation; mais que, si l'on s'obstine à lui attribuer cette puissance, quiconque travaille devient propriétaire.

« Et quand je dis, propriétaire, je n'entends pas seulement, comme nos économistes hypocrites, propriétaire de ses appointements, de son salaire, de ses gages; je veux dire propriétaire de la valeur qu'il crée, et dont le maître seul tire les bénéfices. »

Ceci est le renversement de toutes les idées sur la matière; écoutons attentivement l'auteur:

« Le travailleur conserve, même après avoir reçu son salaire, un droit naturel de propriété sur la chose qu'il a produite. »

Et d'abord, entre le capitaliste et l'ouvrier qui loue son travail, il n'y a point contrat; par conséquent, la valeur que celui-ci ajoute à la propriété ne lui en est pas payée par les aliments et par le prix des journées.

« Ce prix ne suffit pas: le travail des ouvriers a créé une valeur; or, cette valeur est leur propriété. Mais ils ne l'ont ni vendue, ni échangée; et vous, capitaliste, vous ne l'avez point acquise. Que vous ayez un droit partiel sur le tout pour les fournitures que vous avez faites et les subsistances que vous avez procurées: rien n'est plus juste; vous avez contribué à la production, vous devez avoir part à la jouissance. Mais votre droit n'annihile pas celui des ouvriers qui, malgré vous, ont été vos collègues dans l'œuvre de produire. Que parlez-vous de salaire? L'argent dont vous payez les journées des travailleurs solderait à peine quelques années de la possession perpétuelle qu'ils vous abandonnent. »

Bien plus, il n'y a pas liberté de la part d'une partie des contractants. Toujours démunis de l'instrument de production, ils retombent sans cesse dans la dépendance de celui qui, seul, peut fournir les denrées, de l'homme à la pitance, semblable à l'ogre de la fable qui flaire de loin sa victime, qui a la certitude d'absorber tout le produit par le strict entretien du producteur.

Mais encore, dans ces journées, le capitaliste a-t-il payé cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts? il est vrai que cette force sociale est d'une évaluation impossible, dans notre système économique; il est vrai que le capitaliste, à l'intérêt duquel la direction de la production est livrée, dira qu'il la crée en réunissant ces travailleurs épars; mais il est évident que c'est rendre raison du privilège sur les choses par le privilège sur les hommes, ce qui est plus qu'un cercle vicieux.

« Il faut que le travailleur, outre sa subsistance actuelle, trouve dans sa production une garantie de sa subsistance future; il faut que le travail à faire renaisse perpétuellement du travail accompli: telle est la loi universelle de production. »

Quiconque travaille devenant donc propriétaire (aux dépens de l'oisif qui ne crée, n'améliore ni n'entretient, trois seules manières de devenir ou de rester propriétaire dans la doctrine du travail), il reste à déterminer suivant quelles proportions les travailleurs doivent être rétribués.

GILBERT VILLENEUVE.

(La suite à un prochain numéro.)

LES MANUFACTURIERS ET LES INTERMÉDIAIRES.

J'ai fait jadis l'appel suivant dans mon journal:

« Fabricants, sortez un jour de vos ateliers pour aller marchander vos propres produits dans les boutiques, et vous serez renversés de l'exigence des intermédiaires. »

Un manufacturier de Saint-Nicolas, qui occupe deux cents ouvriers, est venu exprès à Bruxelles, pour faire cet essai, et il a été, en effet, bouleversé d'entendre demander 25 fr. d'objets qu'il livrait à 7 fr.; il s'est mis à marchander et a fini par offrir 20 fr.; on l'a laissé partir en disant qu'on y perdrait.

Du reste, les lettres placées par le patron, comme chiffres invariables de vente, sur de petits carrés de papier ne permettent pas aux garçons ou filles de boutique de rendre la main, le grimoire le leur défend.

Ce qu'il a trouvé de plus étonnant, c'est que les prix étaient les mêmes partout; car, bien que les coalitions de marchands soient interdites depuis l'abolition des corps de métier, elles n'ont jamais cessé d'exister de fait, quant au maintien de ce qu'ils appellent le prix de vente.

Ce fabricant a fort bien senti que si les marchands n'élevaient pas si haut leurs prétentions, ils vendraient beaucoup plus et pourraient employer un nombre double ou triple d'ouvriers. Ainsi, cette prétendue liberté de commerce et d'industrie a pour effet de diminuer le travail et d'augmenter le paupérisme, tout en rançonnant le consommateur, qui ne soupçonne même pas que l'industrie fait tous les jours des merveilles de bon marché; car les prix ne baissent jamais pour lui, selon les progrès de la fabrication, excepté dans les temps de pléthores et d'encombrements amenés par la libre concurrence, ce qui est un malheur pour tous, malheur qui n'existait pas sous l'ancien régime.

Voilà pourquoi les sinécures de commissionnaire, de revendeur, sont si courues, que tout le monde aime mieux exploiter les travailleurs et le public que de travailler soi-même.

JOBARD, de Bruxelles. — (Extrait du *Moniteur industriel*.)

EQUILIBRE DE POPULATION.

(Suite (1)).

SYSTÈMES DES DOCTEURS LOUDON ET RACIBORSKI.

Le docteur Loudon (2) accepte tous les principes qui ont servi de point de départ à Malthus, mais il en tire des conclusions tout à fait différentes.

Il admet que la population, aujourd'hui, tend à déborder les subsistances, et que la rupture de l'équilibre menace sérieusement les sociétés modernes. Il admet que la femme est habile à la conception pendant une période de 16 à 25 ans; il admet, en outre, que chaque mariage, l'un dans l'autre, doit donner naissance à quatre enfants, sans quoi la population ne tarderait pas à décroître avec rapidité. Mais il repousse tous les remèdes et tous les palliatifs proposés par Malthus, le vice et la misère, la contrainte morale et les mariages tardifs; à plus forte raison repousse-t-il l'émasculatation, l'avortement, l'infanticide, toutes les ignobles recettes de l'école ultra-malthusienne.

Il ne veut point qu'on oppose à la population des obstacles immoraux, anti-naturels, impies; il veut que les jeunes gens se marient à l'âge de puberté; mais il veut qu'on suive rigoureusement les prescriptions de la nature; car la nature, dit-il, nous a donné un moyen simple et facile de prévenir à jamais toute exubérance de population. Tout le mal provient aujourd'hui de ce qu'on a méconnu et violé ces lois physiologiques que les animaux n'enfreignent jamais.

M. Loudon voudrait que toute mère, hors le cas d'impossibilité absolue, *nourrit elle-même son enfant, et le nourrit pendant 35 ou 36 mois*. L'allaitement triennal, voilà, d'après lui, la véritable solution du problème.

Si la période de fécondité, pour les femmes, est

de 20 ans au plus en moyenne; si la conception est impossible pendant la grossesse et pendant la durée de l'allaitement, propositions qui, d'après M. Loudon, ne sauraient être contestées, du moins en règle générale; il suit de là que la mère la plus féconde, dans le système de l'allaitement triennal, ne pourra mettre plus d'un enfant au monde dans l'espace de quatre années, ne pourra jamais concevoir plus de cinq ou six fois à la rigueur pendant toute sa vie.

M. Loudon s'est efforcé de baser son système sur la physiologie comparée, de prouver qu'il avait pour lui les lois de la nature, la science, la raison, l'autorité des biologistes les plus illustres. Il a, en outre, longuement développé les avantages qui résulteraient de l'allaitement triennal et pour l'enfant, et pour la mère, et pour la société.

« Il résulte de la physiologie des mammifères en général que certaines espèces ont été destinées à produire une, deux, trois ou quatre fois dans l'année, tandis que d'autres ne devraient avoir cette faculté qu'une fois par an, ou par deux, trois ou quatre ans. Une conséquence de ce principe est que jamais ce ne fut l'intention du Créateur qu'une femme mit au monde un second enfant avant que le premier ait atteint sa quatrième année, et, de plus, que jamais ce ne fut l'intention du Créateur qu'une femme eût plus de sept enfants qui tous vivraient jusqu'à leur troisième année, au lieu de 20 ou 24, comme on l'a vu quelquefois dans certaines familles. La nature, cependant, a établi des cas de mort beaucoup plus fréquents pour le commencement et la fin de la vie que pour le milieu de l'existence, et, en conséquence, relativement aux premiers, elle a pourvu à la continuation de notre espèce par une fécondité mensuelle de la femme dans le développement d'un nouvel *ovum*, et en donnant à l'homme une aptitude non interrompue à la génération pendant l'année entière; de manière que, n'importe à quelle époque, un enfant vienne à mourir, sa perte peut être aussitôt réparée. Voilà une sage provision de la nature; car si elle eût arrêté qu'une naissance ne dût avoir lieu que toutes les quatre années, avec un terme moyen de dix, douze ou quatorze ans de vie reproductive, et avec la moitié des enfants qui meurent avant l'âge de puberté, il y a longtemps que la race humaine aurait entièrement disparu de notre planète.

« Si donc le devoir de l'allaitement est scrupuleusement rempli selon les lois naturelles (35 ou 36 mois), il en résultera que le mariage, dans notre latitude, devra avoir lieu à 18 ou 20 ans, au lieu de 28 ou 30 ans, comme Malthus l'a recommandé. Je dirai même que dans les climats où la moyenne de la vie humaine est de courte durée, on pourra se marier dès l'âge de puberté. En effet, dans le cas où la moyenne de la vie serait le plus favorable possible, le mariage, pour les deux sexes, ne saurait être différé au-delà de 21 ans en Europe; il ne saurait l'être au-delà de 18 ans et 10 mois, terme moyen, pour les deux sexes, dans notre pays et pendant plusieurs siècles, et cela, nonobstant quelques exceptions qui pourraient arriver à la règle de non conception pendant l'allaitement. Enfin, si le terme reproductif de toutes les femmes devenues nubiles, dans une année donnée, est de 12 ou 14 ans, comme je le pense, ou bien de 16 ans, ainsi que le prétend Godwin, la moyenne de chaque famille sera à peu près de 4 naissances, et 2 enfants sur les 4 mourront probablement avant l'âge de 21 ans. » (Lettre 6, page 146.)

« ... Ai-je besoin de demander laquelle des deux théories, de celle de Malthus ou de la mienne, est la meilleure? Quand même je ne réclamerais pas en faveur de la mienne, le principe que j'établis que l'allaitement triennal est une loi divine bien positive a été et peut être encore démontré par l'observation.

« ... Le remède de Malthus aux maux de la société est fait pour conduire inévitablement à de déplorables conséquences; tandis qu'au contraire, l'obéissance à la loi que j'ai développée, a une tendance naturelle à faciliter l'état des bonnes mœurs, que, jusqu'à présent, on a toujours vainement attendu. L'allaitement, selon les lois de la Providence, a la propriété immuable de garantir la santé des mères, des enfants et de la société en général, en éloignant les causes de bien des maladies du corps et de bien des aberrations

mentales qui finissent par devenir héréditaires, et qui empoisonnent les sources de la santé et du bonheur.

« Malthus a fait ses efforts pour remédier à la dissonance produite par la violation d'une loi de la nature, en appelant à son secours la violation d'une autre loi naturelle. Un semblable expédient pourrait tout au plus produire une fausse harmonie. Je demande que la loi dont la transgression a d'abord causé la dissonance soit exécutée; lorsque l'exécution de la seconde loi que j'indique régnera, l'harmonie ordonnée par le Créateur sera établie. » (Lettre 9, page 108.)

« Pour réaliser le plus grand bonheur du plus grand nombre, il faut, outre la mise en pratique des principes que je viens de poser, une bonne organisation du travail, dans l'acception la plus étendue du mot... On pourra alors, en toutes choses, balancer l'offre et la demande et maintenir toujours l'équilibre entre les moyens de subsistance et la population. » (326-327.)

Voilà les idées fondamentales de M. Loudon. Sa théorie repose sur cette affirmation, qu'il déclare être une loi de nature: La conception est impossible pendant la durée de l'allaitement tout aussi bien que pendant la grossesse. Est-ce bien là véritablement une loi de la nature? Y a-t-il réellement incompatibilité entre l'allaitement et la fécondation? Ne voit-on pas fréquemment des nourrices devenir enceintes? Ces cas sont-ils de simples exceptions qui confirmeraient la règle? Si l'on voit rarement les nourrices concevoir, ne serait-ce pas parce que les relations sexuelles sont interrompues pendant la durée de la lactation? — Pour résoudre ces questions, il faudrait des connaissances spéciales que je n'ai pas, et je dois m'abstenir. J'ai résumé brièvement l'ensemble du système. Pour les preuves et les démonstrations, je renvoie le lecteur à l'ouvrage de M. Loudon, et je laisse aux physiologistes de décider ce qu'il y a de vrai dans cette théorie.

Un autre médecin, M. A. Raciborski, a fait également de ce problème l'objet spécial de ses études; et, comme M. Loudon, il a prétendu le résoudre par la physiologie (1).

M. Raciborski commence par établir que, « chez les femmes, ainsi que chez les animaux, il y a des époques déterminées pour la reproduction, et, par conséquent, des moments où les rapports sexuels doivent être absolument stériles... »

« Depuis longtemps déjà, on a remarqué que les femmes sont plus disposées à devenir enceintes au moment de la menstruation, et surtout immédiatement après qu'à toute autre époque. Hippocrate conseillait à toutes les femmes stériles de faire une grande attention à ces moments.

« Boerhaave avait également remarqué que les femmes deviennent presque toujours enceintes à la fin des époques menstruelles. (Suit une citation.)

« Haller s'exprime, à cet égard, à peu près de la même manière. (Citation.)

« Enfin, Fernel, consulté par Henri II sur les moyens de combattre la stérilité de la reine, conseille au roi de suivre le précepte d'Hippocrate, et ce conseil porta ses fruits: après onze ans, Catherine de Médicis devint mère.

« Toutes ces observations viennent à l'appui des faits que nous avons fait connaître, etc. » (Pages 450 à 451.)

M. Raciborski n'a pas voulu se borner à se prévaloir de l'opinion de ces imposantes autorités, il a voulu chercher par lui-même si cette coïncidence était réelle et surtout jusqu'à quel point elle était constante. Il a donc recueilli des observations, des faits qu'il cite avec détail dans son livre (pages 459 à 480), puis, en définitive, il est arrivé à conclure qu'il y a des époques où la conception est tout-à-fait impossible.

« Donc, s'il est vrai, comme l'a dit Beaumarchais, que l'homme diffère des animaux en ce qu'il peut boire sans soif et faire l'amour en tout temps, il n'en est pas moins vrai qu'il se rap-

(1) Voir les numéros des 11, 18 et 25 février, des 4 et 11, 25 mars, 1^{er} avril.

(2) *Solution du problème de la population et de la subsistance*, 1 vol. in-8°. Paris, 1842. M. Loudon est anglais et a été inspecteur du travail des enfants dans les manufactures de la Grande-Bretagne.

(1) *De la puberté et de l'âge critique chez les femmes*, etc., par M. A. Raciborski, ex-chef de clinique de la Faculté de médecine de Paris. Chez J.-B. Baillière. Paris, 1844. 1 vol. in-18.

« proche beaucoup des animaux, en ce que, comme eux, il ne peut se reproduire que dans certains moments. »

Ainsi, selon M. Raciborski, la femme n'est apte à être fécondée que pendant dix jours sur trente, pendant les trois ou quatre jours qui précèdent, surtout pendant les trois ou quatre jours qui suivent l'époque de la menstruation. En tout autre temps, elle est à peu près inhabile à concevoir; du moins les cas de conception sont tellement rares, qu'ils ne font que confirmer la règle générale. Presque tous les médecins reconnaissent la justesse de l'observation faite par Hippocrate; presque tous admettent que, sur cent cas de conception, il y en a bien soixante-dix qui ont dû avoir lieu à l'époque indiquée par M. Raciborski; mais je ne sais jusqu'à quel point ils regardent comme vraies les conclusions que M. Raciborski a voulu convertir en théorie à peu près absolue. Encore, ici, je dois confesser mon incompetence.

Si M. Raciborski a raison, les époux peuvent facilement prévenir les inconvénients d'une trop nombreuse famille, en observant la continence pendant les jours que la nature a désignés pour la fécondation. Pour maintenir la population dans de sages limites, il n'est pas besoin de mettre en pratique les doctrines de Malthus, de compter sur le vice, la misère, les fléaux de toutes sortes, de proscrire la bienfaisance, de proclamer des lois impitoyables; il suffit de répandre la connaissance de la loi physiologique signalée par M. Raciborski, et d'inviter toutes les classes à s'y conformer. Les institutions de Moïse défendaient au mari d'approcher sa femme à l'époque de la menstruation, et cette défense était de droit rigoureux. Il s'agirait, dans le système de M. Raciborski, de reprendre le précepte de Moïse, de le développer et de le compléter, puis de le faire accepter comme principe moral, pour résoudre toutes les difficultés que présente le problème de la population.

Mais quand bien même cette théorie ne serait vraie qu'en partie, se réduirait à un calcul de probabilités donnant trois chances contre une, elle vaudrait encore la peine d'être prise en considération.

F. V.

(La suite au prochain numéro.)

BANQUET DES DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Le peuple, quoi qu'on puisse dire, conserve le souvenir de ce qui sert à son émancipation. Aussi ne pouvait-il oublier de fêter l'anniversaire de la délégation au Luxembourg.

Un banquet réunissant douze cents personnes, hommes, femmes et enfants, a donc eu lieu dimanche dernier, à l'Association des cuisiniers, barrière de Sévres.

La salle était décorée avec goût; les drapeaux et les écussons des corporations ouvrières en faisaient l'ornement principal. Des fleurs étaient sur toutes les tables. Les noms des proscrits et des martyrs de tous les pays n'avaient point été oubliés, et par un sentiment que nous approuvons, un crêpe noir voilait la date sinistre de juin 1848. Deux places étaient réservées à Louis Blanc et à Albert.

L'association des tapissiers avait tenu à honneur d'être dignement représentée à cet anniversaire, et elle ne pouvait l'être mieux que par ses propres œuvres.

Des représentants du peuple, des publicistes, des poètes, des artistes étaient venus apporter leur tribut sympathique à cette fraternelle agape.

Cette fête avait un caractère particulier. Les orateurs qui ont parlé, sont sortis pour la plupart du sujet de la politique pure en s'occupant de la question du travail. Ils ont eu raison, car le travail était le président réel du banquet. La politique eût été même plus complètement oubliée, si, pour nous rappeler aux misères du présent, un commissaire de police ne fût venu demander à entrer dans la salle. La prudence et le calme des organisateurs du banquet ont suffi pour tout apaiser, et le commissaire s'est retiré après avoir dressé procès-verbal. Cet incident n'a produit, du reste, aucune impression fâ-

cheuse, tant les convives étaient pénétrés de la puissance pacifique d'une idée qui s'appuie sur le droit.

Après le discours prononcé au nom de la commission des délégués, par le citoyen Gautier, un toast de Louis Blanc : *Au peuple dans le Luxembourg*, a été lu et couvert d'applaudissements. Les cris de : *A bas la guillotine!* ont retenti de toutes parts; ces cris portaient de l'âme et protestaient contre les calomnies répandues sur les apôtres des vérités nouvelles.

La place nous manque pour reproduire le discours si remarquable du citoyen Félix Pyat, adressé *Aux soldats*. L'énergie, la forme originale et incisive de ce discours lui ont valu des applaudissements unanimes et mérités.

Quelques bonnes et affectueuses paroles ont été dites par Pierre Leroux, qui s'est engagé à inviter M. Léon Faucher au premier banquet socialiste, afin de le convaincre que nous n'étions ni des terroristes, ni des ennemis de la famille et de la propriété. Pierre Leroux s'est même chargé d'essayer à convertir M. Léon Faucher, si toutefois cette conversion est possible.

Lachamtaudie a récité deux fables : *L'Arbre merveilleux* et *L'Orchestre*. Pierre Dupont a chanté sa chanson des *Soldats*. Le citoyen Coignet a porté un toast : *A l'organisation du travail*, et, au nom de la commission de Lyon, il a remercié les délégués au Luxembourg de leur constants efforts et de leur dévouement à la cause des travailleurs.

Un socialiste américain, le citoyen Brisbane, a porté un toast : *A la solution du plus grand problème qui ait jamais occupé l'attention humaine : à l'organisation du travail*. « Malgré la distance qui sépare la France de l'Amérique, dit l'orateur, soyez persuadés que mes compatriotes suivent attentivement la marche des idées qui s'élaborent en France, et un grand nombre d'Américains cherchent déjà à les mettre en pratique. »

Les citoyens Jean Macé, Courderoy, au nom des écoles, Lemaire, Gamet, Eugène Stourm, Joly père, représentant du peuple et Leclercq, délégué de l'association des tailleurs de Clichy, ont aussi pris la parole, et le banquet s'est terminé par le chant de : *Alerte*, interprété par son auteur Vincard, aîné. Bien que cette réunion fût nombreuse, l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner. L'enthousiasme et l'espoir d'un avenir meilleur dominaient tous les esprits. Le reproche banal d'ingratitude qu'on adresse si souvent au peuple, recevait là une éclatante réponse, car les organisateurs de ce banquet sont de pauvres travailleurs qui avaient voulu payer une dette de reconnaissance, en célébrant dignement l'anniversaire de la délégation au Luxembourg.

Les souffrances qu'ils ont endurées depuis un an, et celles qu'ils endurent encore chaque jour, doivent leur sembler moins cruelles en pensant à la sympathie dont ils ont été l'objet dimanche dernier. Ce témoignage doit leur être d'autant plus doux qu'il est la marque évidente des progrès qui s'opèrent dans toutes les classes de la société.

INSTRUCTION SUR LE CHOLÉRA.

PUBLIÉE PAR L'ACADÉMIE DES SCIENCES.

1^o Précautions à prendre contre le choléra.

Le choléra ne peut plus nous apparaître comme un fléau inconnu dont le nom seul inspirait l'effroi. Ce que nous avons vu en 1832, d'accord avec ce qui a été observé dans tous les pays qu'il a visités, nous a appris que ses ravages n'égalent pas toujours ceux de plusieurs maladies épidémiques plus connues et moins redoutées. L'expérience que nous avons acquise par nous-mêmes nous donne la certitude qu'il n'y a aucun danger à approcher les cholériques, à leur donner tous les soins que leur état réclame, et qu'en conséquence il faut bien se garder de fuir et d'abandonner les malades.

Nous pouvons croire aussi que les travaux d'assainissement qui ont été faits depuis dix-sept ans dans beaucoup de communes de la France, comme à Paris, l'élargissement des rues, la multiplication des bornes-fontaines et des égouts, que tous ces grands moyens de salubrité, secondés par un service journalier bien réglé et bien surveillé, rendront dans cette nouvelle apparition du choléra, la propagation de la maladie moins facile et ses atteintes moins graves. Mais, pour assurer à ces mesures d'hygiène publique les résultats que l'on espère, il faut que chaque citoyen ne seconde en

observant fidèlement les règles d'hygiène privée, qui ne doivent être négligées en aucun temps, mais dont l'observation doit être plus rigoureuse en temps d'épidémie.

Ces règles concernent l'habitation, les vêtements, les aliments, les occupations.

1^o Le premier soin, le plus important, sans contredit, doit être d'entretenir autour de soi un air pur. L'expérience a montré que ceux qui négligeaient cette précaution en temps d'épidémie étaient les plus exposés à en être atteints. En conséquence on évitera, autant qu'il sera possible, de coucher en trop grand nombre dans la même pièce et de s'enfermer dans des rideaux. Dès le matin, on renouvellera l'air de la chambre, en ouvrant les fenêtres, en établissant un courant dans lequel toutefois on évitera de se placer. On répètera cette opération dans la journée, plus ou moins souvent, suivant le nombre des personnes qui habitent la pièce. On s'abstiendra de faire sécher du linge. On en éloignera soigneusement tout ce qui pourrait répandre de mauvaises odeurs ou des émanations humides et malsaines. Les eaux ménagères seront emportées au fur et à mesure qu'elles seront produites; les plombs qui les reçoivent, les tuyaux qui les conduisent au dehors seront tous les jours lavés à grande eau. Toutes les parties de la maison, les escaliers, les cours, les écuries, les lieux d'aisance, seront entretenus dans une grande propreté, blanchis à la chaux, s'il en est besoin; les ruisseaux balayés et lavés chaque jour, afin que des eaux infectes n'y séjournent pas.

2^o Le refroidissement ayant été noté comme une circonstance qui a souvent favorisé le développement du choléra, on se couvrira de vêtements chauds et on ne les quittera pas légèrement, au premier changement de température. Le ventre et les pieds doivent surtout être protégés contre le froid; et à cette fin on a sagement recommandé l'usage des chaussons et d'une ceinture de laine.

3^o La sobriété, si favorable en tout temps à l'entretien de la santé, devient en temps de choléra d'une nécessité rigoureuse. On ne peut s'en écarter sans s'exposer à payer chèrement cet écart. Ceux qui s'en sont fait une heureuse habitude, et qui ont un régime qui les maintient dans un bon état de santé, n'ont rien à y changer; chacun doit s'abstenir des aliments dont il a reconnu, par son expérience propre, la digestion difficile. Ceux qui, généralement, ne conviennent pas, ce sont les viandes très grasses, la charcuterie mal préparée, les pâtisseries lourdes, les crudités, les légumes aqueux pris en trop grande quantité.

Le vin, mêlé d'eau, le cidre et la bière, sont, pour les personnes qui en ont l'habitude, des boissons convenables. Ce qui doit être redouté, surtout, ce sont les excès de vin pur, d'eau-de-vie et de toute liqueurs fermentées et alcooliques. On se gardera aussi, plus qu'en tout autre temps, de prendre des boissons froides lorsque le corps, échauffé par le travail ou par la marche, sera en sueur ou en moiteur.

4^o Tous les autres excès ne sont pas moins à éviter. Chacun doit continuer ses occupations ordinaires, mais d'une manière réglée et sans qu'il en résulte une trop grande fatigue. Les veilles, les travaux de nuit, doivent être évités. Si des travaux accidentels, exigeant une grande dépense de forces corporelles, faisaient sentir le besoin d'un supplément d'alimentation, il vaudrait mieux faire en plus un léger repas que de charger à la fois son estomac d'une grande quantité de nourriture.

2^o Premiers signes du choléra, et premiers soins à donner à ceux qui les présentent.

Il est d'une extrême importance de se rendre attentif aux premières atteintes du choléra, afin de l'attaquer dès son début. L'expérience, acquise en 1832, a appris que les secours étaient d'autant plus efficaces, qu'ils étaient administrés plus promptement, et plus près du moment de l'invasion.

Rarement le choléra se déclare d'une manière soudaine; presque toujours il est annoncé par des signes précurseurs. Les plus constants de ces symptômes avant-coureurs sont des borborygmes; du grouillement d'entrailles, suivis d'un dévoiement presque toujours accompagné de coliques, mais quelquefois tellement exempt de toute douleur, qu'il dure plusieurs jours sans qu'on y fasse attention ou qu'on s'en occupe. Ce dévoiement est cependant un symptôme essentiel sur lequel nous ne saurions trop insister. On peut encore noter comme préludes de la maladie un sentiment subit de lassitude et de brisement dans les membres, de la pesanteur de tête, des étourdissements, de la douleur au creux de l'estomac avec oppression, etc.

Ces symptômes ne sont pas inévitablement suivis du choléra ; mais il suffit qu'il puissent l'être, et qu'ils le soient en effet souvent, pour que ceux qui les éprouvent s'empressent d'y remédier.

En cas de dévoiement, on diminuera d'abord beaucoup la quantité des aliments : on supprimera même toute nourriture, s'il y a dégoût ou défaut d'appétit ; on prendra quelques infusions chaudes de camomille, de mélisse ; quelques demi-tasses d'eau de riz avec addition de gomme arabique ; des quarts de lavements avec de l'eau de riz ou de l'eau blanchie par l'amidon. Ces demi-lavements seront répétés plus ou moins, suivant que le dévoiement sera lui-même plus ou moins fréquent. Un bain de jambes chaud avec addition de sel, de savon ou de farine de moutarde, et enfin la chaleur du lit, qui provoque utilement les fonctions de la peau, complètent la série des moyens à employer contre les premiers symptômes.

Si ils persistent, et surtout s'ils s'aggravent, le malade sera conduit sans délai dans l'un des hôpitaux les plus voisins, lorsqu'il ne pourra être soigné chez lui. Dans le cas contraire, le médecin sera aussitôt averti, et en l'attendant des soins assidus continueront d'être donnés au malade.

Les symptômes que l'on peut voir alors se développer plus ou moins rapidement sont les suivants :

Les douleurs d'entrailles deviennent plus aiguës, plus fréquentes ;

Le dévoiement prend un nouveau caractère : les matières rendues perdent l'odeur des matières fécales, prennent l'aspect de l'eau de riz, mêlée de quelques grumeaux blanchâtres ;

Des vomissements de même nature se déclarent ; la soif augmente ; les urines diminuent, et même se suppriment tout à fait ;

Le malade ressent dans le creux de l'estomac une barre qui l'opprime, et y détermine souvent un sentiment d'angoisses insupportables ;

Des crampes douloureuses se font sentir aux membres inférieurs, et quelquefois aux membres supérieurs ;

En même temps tout le corps se refroidit, à commencer par les extrémités ; la peau prend une couleur violacée.

Si le médecin est trop éloigné et ne vient pas immédiatement, on doit s'appliquer d'abord à réchauffer le malade ; on le couchera dans un lit chaud et bien couvert ; des bouteilles pleines d'eau chaude, ou des sachets remplis de son ou de sable bien chauffés, seront placés près de lui ; on frictionnera les membres avec une flanelle chaude, sèche ou imbibée d'eau-de-vie simple ou camphrée, en évitant tout refroidissement ; on appliquera des sinapismes sur les membres, sur le ventre, sur la région de l'estomac, en observant de ne pas les laisser plus de vingt minutes à la même place. Si on en a la facilité, on mettra avec précaution le malade dans un bain chaud, bain d'une température supportable, et dans lequel on aura délayé un kilogramme de farine de moutarde.

En même temps, on lui fera prendre toutes les demi-heures, et par demi-tasses, des infusions chaudes de mélisse, de menthe, de thé ou de café ; et si les boissons étaient vomies, on se contenterait de donner de petits morceaux de glace, plus ou moins souvent, suivant le désir du malade ; ou si la glace manque, quelques gorgées d'eau froide.

On combattra les crampes à l'aide de cataplasmes sinapisés, ou par des frictions sur les mollets avec de la glace pilée qu'on enveloppera d'un linge.

Ces soins seront continués sans relâche jusqu'à l'arrivée du médecin, à qui seul il appartiendra de décider s'il y a lieu d'employer des moyens plus actifs. On se gardera surtout d'accueillir sans son conseil quelqu'un de ces prétendus spécifiques qui sont vantés comme ayant produit des guérisons nombreuses, et qui, mis à l'épreuve, tromperaient les intentions de ceux qui les emploieraient, et feraient perdre un temps précieux.

Si quelque remède nouveau, vraiment efficace, venait à être découvert, l'Académie, fidèle à sa mission, s'empresserait de le signaler en lui donnant la publicité désirable.

COURRIER DE LA SEMAINE.

Nous avons reçu par le courrier de mercredi quatre lettres : la première, d'un de nos abonnés de la province d'Oran, nous demandant avec simplicité si le bruit qui courait là-bas de la descente du prince de Joinville en Algérie, à

la tête d'une armée anglaise, avait quelque chose de sérieux. Le même réclamait, en *post-scriptum*, quelques renseignements positifs sur la marche des Russes vers Paris. La seconde était signée d'un musicien qui se plaignait avec quelque justice du silence obstiné que nous gardions depuis quinze jours sur la symphonie d'Emile Prudent. Un savant nous menaçait, dans la troisième, de nous retirer son estime, si nous persistions à tenir sous le boisseau les expériences de physique récréative de M. Soleil, les miracles de la typographie électrique et la fontaine enchantée. La quatrième, écrite en magnifique anglaise avec des doigts très roses, portait la signature d'une jeune dame curieuse d'art, de toilette et de littérature, et qui désirait vivement savoir à quoi s'en tenir sur l'effet magique de beauté produit par Mlle Rachel dans le rôle de Leslie.

Il fallait bien trouver un moyen de satisfaire à tant de désirs légitimes. Ce que femme veut, Dieu veut.

Donc, pour faire à la volonté de Dieu, dans les limites que nous imposent l'exiguïté de notre format et le mode restreint de notre publicité, nous avons résolu d'englober dans un unique compte-rendu hebdomadaire toutes les nouvelles de la scène parlementaire, scientifique, littéraire et artistique. Nous ne supprimons pas, nous condons la revue des débats de l'Assemblée nationale. A l'avenir, nous ne voulons plus mentionner que des discussions les plus importantes de la législation, les brillantes passes d'armes oratoires et les triomphes des principaux acteurs de la scène politique. Nous sifflerons de la même clé forcée les histrions de tous les tréteaux, charlatans de la tribune ou du théâtre, convives de Grandvaux ou de Trimalcion qui joueront mal leurs rôles ; nous payons assez cher ce droit pour en user.

Quand la direction de la politique est aux mains des juifs, des furieux et des niais, et qu'on peut caractériser cette politique en deux mots, *vertige et déraison*, à quoi bon s'ingénier pour la trouver en faute, à quoi bon la stigmatiser à chaque ligne de l'expression de nos mépris ? Nous n'écrivons pas pour ceux qui règnent et qui gouvernent par la peur, mais pour ceux qui viendront après.

C'est la science, qui n'est d'aucun parti et qui ne subit pas la loi barbare de la nationalité, c'est la science qui nous sauvera des fureurs de la politique et de la folie des gouvernants. C'est par la science, par les beaux-arts et la littérature que la France figure encore au premier rang parmi les grandes nations du globe, ne laissons pas s'effacer et dépérir en nos mains ces derniers titres de notre gloire nationale. Revenons à la science, aux beaux-arts, à l'industrie, dont le génie sauveur retient seul aujourd'hui la France sur la pente de sa ruine et de son déshonneur....

Nous commençons par rassurer notre abonné de la province d'Oran sur le danger de la descente du prince de Joinville en Algérie, à la tête d'une armée anglaise. Les choses n'en sont pas encore là, Dieu merci. La France présidentielle obéit avec trop de docilité aux ordres de sa fidèle alliée l'Angleterre pour que celle-ci songe à lui jouer, à cette heure, ce tour de sa farce. L'Angleterre a plus à redouter aujourd'hui l'ambition de la Russie que celle de la France. Il faut qu'elle soit tranquillisée d'abord sur le sort de Constantinople et d'Alexandrie, chemin de l'Inde, avant de pouvoir s'occuper de démolir l'influence de la domination française dans la Méditerranée. Quant à la marche des Russes sur Paris, il est possible que le projet soit toujours dans les vus de la sainte-alliance, mais l'entreprise demande du temps, et les Russes ne sont encore arrivés qu'à Hermanstadt, capitale de la Transylvanie. Or, on calcule qu'il y a bien un millier d'étapes de cette capitale à celle de la France, et comme il faut plusieurs mois pour franchir cette distance, on pense que la France aura tout le loisir nécessaire pour se

mettre en travers de la Russie d'ici là. D'ailleurs, les fonds français ne sont encore qu'à 90 ; ils dépasseraient le pair si les Russes marchaient sur Paris.

Il serait un peu tard pour nous de revenir sur le mérite de la symphonie d'Emile Prudent dont tous les journaux, grands et petits, ont chanté le succès sur tous les modes. Disons simplement, pour en finir avec l'éloge et pour l'acquiescement de notre conscience, que la nouvelle œuvre de Prudent a obtenu au Conservatoire, suprême aréopage de l'art musical, l'honneur d'être admise au rang des ouvrages classiques destinés à former le goût de la jeunesse, et que la symphonie-concert du brillant compositeur sera jouée demain dimanche en grande pompe dans la salle de la rue Bergère.

Le feuilleton scientifique de la *Presse* nous a raconté depuis huit jours tant de prodiges, qu'il nous faudrait, pour en reproduire le plus simple exposé, dix colonnes ; or, nous ne voulons pas déflorer un si brillant sujet par une analyse écourtée et incomplète ; nous voulons le garder pour une revue spéciale ; car notre imagination va loin dans l'application des découvertes de la science, et là où le public ne voit guère que des procédés ingénieux et des expériences de fantasmagorie propres à provoquer l'admiration enthousiaste d'une société de riches désœuvrés, nous voyons, nous, la fin de toutes les misères de ce monde, l'abolition des tortures du travailleur, la réalisation de l'unité de la famille humaine, l'invention d'un procédé de tuerie humaine atroce, dont un auditoire trop sensible ne peut écouter les détails, nous dit l'heure précise où finira la guerre, et avec la guerre la gloire et la royauté des tueurs d'hommes. Si demain la science mettait au pouvoir de l'homme un engin de destruction assez puissant pour permettre à un seul individu de résister aux efforts d'une armée et d'incendier les villes à distance, l'oppression cesserait demain sur toute la surface du globe ; le travail rentrerait immédiatement dans ses droits, le capital s'empresserait d'abdiquer le privilège de l'amaigrissement pour lui et pour les siens. Et il arrivera qu'un jour la postérité saluera de sa gratitude les inventeurs des machines de meurtre qui ne songèrent en leur temps qu'à fournir à leur patrie les moyens d'écraser les Etats voisins, et qu'elle citera parmi les bienfaiteurs du monde les Schwartz, les Paixhans, les Perkins, qui ne s'attendaient pas peut-être à cet excès d'honneur. A une autre fois donc le récit des expériences sur la télégraphie électrique, la polarisation de la lumière, le perfectionnement du tir, dont tout Paris parle à cette heure, en dépit des préoccupations de la politique.

Mademoiselle Rachel est le type le plus pur et le plus idéal de la courtisane antique, de celle qui s'appelait Aspasia quand elle régnait sur les chefs des peuples, et Laïs, quand les plus fières populations de la Grèce fléchissaient le genou devant l'éclat rayonnant de sa beauté. Dieu a dû armer la femme juive d'une puissance de séduction formidable, pour l'aider à racheter sa race de l'exécration méritée du reste de la terre. Quand nous admirons mademoiselle Rachel dans le rôle de Leslie, d'Hermione ou de Phèdre, nous craignons qu'il ne soit trop pardonné à sa race, en faveur de ce talent horrible et de cette incomparable beauté. C'est à tout ce que nous avons à répondre à notre correspondante aux doigts roses, au sujet de la toilette et du succès de mademoiselle Rachel dans le personnage de Leslie.

Et maintenant que nous voilà presque libérés de nos torts vis-à-vis de notre public mécontent, reprenons notre boulet de la revue parlementaire.

Ils se sont fort amusés cette semaine à l'Assemblée nationale à mettre hors de lui ce pauvre M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur. Ils ont réussi. Nous n'éprouvons pas pour les docteurs de M. Léon Faucher une compassion bien vive, M. Léon Faucher n'ayant pas été doc-

par l'auteur de la nature de la puissance de séduction dévolue aux femmes de race juive, mais nous croyons néanmoins qu'il n'est pas permis de martyriser aussi cruellement un patient. MM. Jules Favre, Louis Perrée, Ledru-Rollin, Flocon et les autres qui ont joué dans cette circonstance le rôle odieux de tourmenteurs de la victime, ont l'air d'avoir oublié complètement qu'ils ont été ministres ou qu'ils peuvent le devenir. C'est doublement mal à eux.

Le tour le plus sanglant que l'Assemblée ait joué au ministre, a été de supprimer le traitement de 50,000 fr. alloué par la réaction à M. le général Changarnier, qui cumule inconstitutionnellement les fonctions de commandant général des gardes nationales de la Seine avec celui de commandant des troupes de la garnison de Paris. C'était un vote de défiance qui aurait culbuté vingt ministères moins cuirassés contre l'affront que le ministère présidentiel. M. Léon Faucher n'a pas été tué du coup, mais le trait lui est entré très profondément dans le foie, ce qui l'a fait verdigriser; malheureusement verdigriser n'est pas répondre. Les parfumeurs de Paris s'étaient, à ce qu'on assure, cotisés pour faire une haute paie au héros désappointé; mais l'illustre commandant a eu le bon esprit de refuser cette offre. Il est question de lui décerner le bâton de maréchal de France, avec 40,000 fr. de traitement comme fiche de consolation.

Une autre suppression qui n'a pas été moins douloureuse que celle-ci au foie de M. Léon Faucher, est celle des pensions de retraite accordées par lui aux préfets les plus compromis du gouvernement déchu. Il faut savoir que la loi fixe des conditions d'âge et de service pour l'obtention de ces pensions de retraite, et qu'à défaut de ces conditions, elle admet les infirmités contractées au service pour titres équivalents. C'était donc à qui de ces messieurs aurait attrapé au service le plus grand nombre de rhumatismes et de courbatures; tant et si bien que dix-huit d'entre eux, parmi lesquels le propre frère de l'ex-ministre Duchâtel, avaient réussi à se faire inscrire à titre d'impotents sur la grande feuille des bénéfices. Tout allait bien jusque là, mais voici que l'appétit de nos budgétivores s'est accru en mangeant, que le ministre a parlé de leur rendre leurs emplois d'avant la révolution, et que soudain tous ces faux perclus ont jeté leurs béquilles et déchiré leurs certificats d'invalides. Imprudence sans nom et qui les a perdus. Car on a dit au ministre: ou vos invalides se portaient bien, et alors ils ont menti et doivent être punis comme imposteurs; ou ils étaient réellement incapables de servir, et alors vous ne deviez pas leur confier de fonctions. Et devant ce redoutable dilemme, le ministre de malheur est resté à quia. Les bourreaux, pour le consoler, lui ont fait défense d'interdire la représentation des pièces qui ne lui agréeraient pas; ils ont fait plus, ils ont supprimé les censeurs. Mais l'attachement de M. Léon Faucher pour son portefeuille rouge a été plus fort que l'acharnement de ses persécuteurs. Plus indomptable et plus farouche que le fils d'Oïlée battu par la tempête, il a juré aussi d'en échapper malgré les dieux.

Et deux jours plus tard, le vaincu de l'avant-veille demandait à l'Assemblée de voter d'urgence la prorogation de la loi restrictive de la liberté de la presse, dont l'effet devait cesser le 1^{er} mai.

Le ministre de l'instruction publique, Monseigneur Falloux de Loyola, n'a pas été plus heureux que son collègue de l'intérieur, et a dû se résigner à subir sur son budget une foule de réductions désobligeantes. Tout n'est pas rose dans le métier de ministre.

M. Buffet, de l'agriculture, est venu un peu tard réclamer une allocation de 500,000 fr. pour s'opposer au progrès de l'épidémie cholérique.

L'opinion générale, dans l'Assemblée comme au dehors, est que jamais le pouvoir ne s'est fait aussi petit qu'à l'époque où nous sommes.

Tout semble marqué au coin de la petitesse, hommes et choses; et les temps sont venus de la présidence de M. Thiers ou de la royauté de Tom-Pouce.

A propos de M. Thiers, sa brouille avec M. Véron n'a pas duré. Les querelles durent peu entre gens de cette étoffe, si bien faits pour s'estimer et se comprendre. M. Thiers voulait proscrire du *Constitutionnel* les romans socialistes d'Eugène Sue, sous prétexte que le socialisme détruisait tout l'effet de sa politique. M. Véron, qui a relevé les affaires du *Constitutionnel* avec les romans socialistes, soutenait au contraire que c'était le socialisme qui faisait passer la politique du *premier-Paris*. L'affaire s'est arrangée, le socialisme a vaincu. Plaignons ces infortunés droguistes, réduits à débiter leur antidote sous forme de cornets de poison.

Eugène Sue a, du reste, tiré une vengeance sanglante du procédé de son ennemi intime, M. Thiers. Electeurs et lecteurs, achetez comme nous à la librairie sociétaire, quai Voltaire, 25, au prix de 30 cent. la seconde partie des *Entretiens démocratiques du Berger de Kravan*, et vous ne regretterez pas cette dépense, comme il vous est arrivé quelquefois pour les 15 cent. que vous a coûté la *Patrie*. Et vous verrez là avec quelle facilité un homme droit, un simple gardeur de moutons, doué d'infiniment d'esprit, de bon sens et de cœur, parvient à démolir les mensonges impudents de l'optimisme officiel. C'est-à-dire que l'argumentation du *Berger de Kravan*, à l'encontre des propositions téméraires contenues dans le livre de M. Thiers sur la *Propriété*, rappelle à s'y méprendre, pour l'énergie de l'expression et le bonheur de la forme, la fameuse scène du Tapis-Franc, où pleuvaient sur la face du Chourineur et sur celle du Maître-d'Ecole, ces coups de poing de la fin si richement festonnés. Ces malheureux académiciens des sciences morales et politiques n'y doivent voir que du feu.

Le choléra, qui s'est montré jusqu'ici fort bénin pour la population parisienne en général, semble avoir fait une exception en faveur de l'Assemblée nationale, sur laquelle il sévit d'une façon assez rude.

On parle d'une soixantaine de représentants compromis, et tous les jours M. Marrast est obligé d'accorder une heure de promenade dans les jardins de la présidence pour conjurer les dangers du fléau.

On compte parmi les victimes M. l'abbé Fayet, un prélat de mœurs douces et bienveillantes, qui a laissé tout son bien aux pauvres. Nous lui pardonnons, en faveur de cette bonne œuvre, d'avoir attribué un jour, en pleine cathédrale, les débordements de la Loire au succès des romans d'Eugène Sue.

On parle toujours, pour la semaine prochaine, de l'apparition du *Prophète*, de Meyerbeer, et aussi d'une grande émeute, dans laquelle le jeune Léon Faucher, déjà nommé, désire déployer ses talents. Les pêcheurs de hareng, de leur côté, comptent sur une magnifique campagne, nourris qu'ils ont été, dès leurs plus tendres ans, dans ce préjugé naïf que le hareng boudait la France depuis 1815, et qu'il attendait impatiemment le retour de la dynastie napoléonienne pour reparaitre sur nos côtes et figurer avec avantage dans l'intérieur de nos cheminées. Nous ne nous sentons pas le courage de désillusionner ces braves gens.

En attendant, les abricots ont énormément souffert des gelées de la semaine dernière, et la vigne commence à se plaindre, les travailleurs aussi.

A. T.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Les nouvelles de l'étranger sont de la plus haute gravité. Un seul événement a suffi pour changer la face des choses politiques et pour

forcer le remaniement de la carte des Etats européens.

Le roi de Prusse a accepté la couronne de l'empire d'Allemagne que lui avait offerte la diète de Francfort. L'Autriche doit périr de ce coup. A dater de ce jour, elle ne compte plus parmi les grands Etats de l'Europe. Elle sera sacrifiée par les autres puissances au maintien de la paix générale. Sa dernière victoire d'Italie ne profitera qu'aux vaincus. Il est trop juste qu'un Etat qui s'est constamment agrandi par ses défaites soit tué par son premier succès.

La liberté de l'Italie et l'agrandissement du Piémont doivent être les premières conséquences de la victoire du maréchal Radetzki. L'affranchissement des provinces illyriennes, de la Croatie, de la Hongrie, de la Bohême va suivre l'affranchissement de l'Italie.

La Prusse, pays *républicanisé* de longue date, prend l'influence prépondérante en Allemagne et devient désormais le rempart de la civilisation contre la barbarie.

La formation d'un congrès européen, pour le règlement de l'ordre nouveau, devient sur le champ nécessaire. L'Europe entière doit être pacifiée avant trois mois.

HAUTE-COUR DE BOURGES.

Verdict et arrêt.

Les accusés présents ont été condamnés, savoir :
Barbès et Albert, à la déportation ;
Blanqui, à 10 ans de détention ;
Sobrier, à 7 ans ;
Raspail, à 6 ans ;
Flotte et Quentin, à 5 ans.

Les autres accusés, le général Courtais, Degré, Larger, Bormes, Vilain et Thomas ont été acquittés.

Les accusés contumaces, Louis Blanc, Laviron, Seigneuret, Houneau, Chancel et Caussidière ont été condamnés à la déportation.

L'assemblée générale des ouvriers *délégués du Luxembourg* a, dans sa séance du 30 mars dernier, renouvelé sa commission. Cette commission se compose de neuf membres qui continueront, comme ceux qui les ont précédés, à s'occuper exclusivement de la formation des associations ouvrières. Ce bureau est toujours situé rue Saint-Martin, 212.

— L'association des ouvriers *peintres en bâtiment*, rue des Arcis, 52, dont nous avons parlé dans notre numéro du 4 février, continue ses opérations avec succès. Plusieurs entrepreneurs et un grand nombre de propriétaires ont été très satisfaits de l'activité et du travail des *peintres associés*. Nous publierons prochainement le résultat financier de cette association.

— Une nouvelle réunion des *Compagnons du Devoir* a eu lieu, et l'espoir que nous fondions de voir le *compagnonnage* ne former qu'un seul et unique corps, s'est évanoui. Au lieu de vingt professions représentées à la première réunion, il n'y en avait qu'une douzaine à la seconde. Le projet d'union n'a pu être adopté. Nous le regrettons, car, en agissant ainsi, les travailleurs méconnaissent leurs intérêts réels. Dépenser en luttes violentes des forces qui pourraient servir à améliorer leur sort, est une faute grave que nous ne saurions trop condamner.

— Sous le titre de : *Société française d'imprimerie et de librairie*, une association vient de publier ses statuts. Cette association se propose de réunir toutes les industries se rattachant à la typographie et à la librairie. Ce vaste projet, embrasse un grand nombre de professions : nous en publierons incessamment une analyse raisonnée.

— Mardi dernier, la société fraternelle des cuisiniers parisiens a inauguré l'ouverture de son nouvel établissement. Il est situé barrière Charonne, boulevard des Rats, 14 bis.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.